

Terre-en-vue, pour faciliter l'accès à la terre nourricière

A l'heure où le nombre de petites fermes dégringole au profit des grandes exploitations, l'accès à la terre nourricière est un enjeu de taille pour le monde agricole belge. Bien souvent, les agriculteurs et agricultrices louent leurs terres, via un « bail à ferme » qui a le mérite de maintenir le prix des locations à un montant accessible. Mais, de plus en plus de propriétaires préfèrent louer leurs terres plus cher et en dehors du cadre de ce bail, notamment à des projets autres que nourriciers (élevage de chevaux, plantations de sapins...). Quant à l'achat de terres, les prix ne cessent de grimper, en proie aux spéculations financières et menacés par les changements d'affectation (construction d'habitats, infrastructures routières, projets industriels, zones de loisirs...). Zoé Gallez, de Terre-en-vue, résume la situation : « Actuellement, les prix moyens oscillent autour des

27 000€/hectare. Un agriculteur qui veut acheter une terre aujourd'hui n'aura pas assez d'une vie pour rembourser ses dettes... »

Pour faciliter l'accès à la terre nourricière et la soustraire à la spéculation foncière, le mouvement Terre-en-vue a vu le jour il y a une petite dizaine d'années, rassemblant des citoyen·nes, des associations et des acteurs publics. Financée par les parts sociales de ses quelque 1700 coopérateur·trices, la coopérative Terre-en-vue vient en soutien aux agriculteur·trices en acquérant des terres qui sont ensuite mises à leur disposition sur le long terme. De la propriété privée, on passe à une propriété et une gestion collectives des terres. Mais pas que... Les projets agricoles soutenus doivent répondre aux critères de l'agroécologie. « Un contrat de confiance est signé avec l'agriculteur pour qu'il respecte une série de règles sur la manière de cultiver la terre, sans pesticides,

Graines de citoyens

Des maisons de la semence, il y en a en Inde, au Brésil, au Bénin. Partout dans le monde. Et aussi à Namur. Plus précisément, une « maison de la semence citoyenne ». L'adjectif a son importance : « C'est une tentative citoyenne de se réapproprier les semences paysannes, à travers à la fois un lieu et des moments d'échanges de savoir-faire, de connaissances et de semences », résume Jean-Luc Roelandts, administrateur de Nature & Progrès, l'association qui a fait germer ce projet il y a 7 ans.

En ce matin de janvier, dans les locaux de l'association, une dizaine de multiplicateurs de semences en herbe suit le dernier jour de formation de jardiniers-semenciers. Demain, ils et elles deviendront des relais bénévoles pour encourager et aider les jardinier·es bio qui le désirent à reproduire leurs

propres semences. Parmi eux, Geneviève, guide composteuse et maîtresse jardinière : « Certaines variétés anciennes et locales, comme la délicieuse salade de Laeken, ont été oubliées parce qu'elles prennent un mois de plus pour arriver à maturité. Je veux découvrir et partager ces variétés et ce savoir. C'est un commun à la fois naturel et immatériel. »

Détour historique. Avant la seconde guerre mondiale, tout le monde pouvait produire et semer ses propres semences. Puis, on a voulu augmenter les rendements. L'agriculture s'est industrialisée. Il fallait des plantes faciles à cultiver, à récolter et à vendre. Aujourd'hui, toute semence doit être hybride, standardisée, enregistrée dans un catalogue officiel et certifiée. Des multinationales comme DuPont, Bayer-Monsanto ou Syngenta ont même breveté des séquences ADN naturellement présentes dans certaines plantes. Vous

Logement : entre propriété et commun

Le Nid. C'est le nom du premier projet-pilote initié par le Community Land Trust de Bruxelles (CLTB). Il vient d'être inauguré à Anderlecht. Désormais, sept familles exclues du marché classique du logement y ont fait leur propre nid. Douillet, moderne et basse énergie. Parmi elles, celle de Samir : « Entre 2000 et 2014, j'ai déménagé 10 fois. Le logement, ce n'est pas un luxe, c'est indispensable ». Marre d'être balancé avec ses enfants d'un logement insalubre à l'autre, il voulait devenir propriétaire. Il a alors entendu parler des CLTB. Six ans plus tard, comme un escargot¹ voyageant de réunions en imprévus de chantier, son rêve est exaucé.

Les Community Land Trust sont inspirés d'un modèle ayant fait ses preuves aux Etats-Unis. Ils visent à rendre le logement perpétuellement abordable pour des personnes à revenus limités, sur des terrains possédés en commun. « Dans cette formule, le terrain est acheté par des subsides et seuls les

logements sont vendus, moins chers. Le sol reste la propriété de la communauté, les terrains et les projets sont gérés collectivement par une fondation qui rassemble des habitant·es, des associations et des pouvoirs publics, pour 1/3 des voix chacun, explique Yannik Rihoux, qui a accompagné Le Nid au sein du CLTB. La revente est possible mais à un prix limité afin d'éviter la spéculation et de rester accessible. » A Bruxelles, 50 logements sont ainsi sortis de terre, et des dizaines d'autres sont en cours de construction/rénovation.

« Les familles sont accompagnées avant et après l'aménagement, dans la construction et le suivi du projet, mais aussi pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'implication dans le quartier », souligne Yannick Rihoux. Aujourd'hui, Samir et ses voisin·es sont propriétaires, mais ils font aussi partie d'une même communauté. Durant tout le développement de leur projet, ils ont dû épargner, penser les espaces, se définir des règles de vie et de co-propriété. Traverser joies et galères,

dans le respect des sols... » Privilégier le circuit court est également au cœur de la démarche. A ce jour, 15 projets sont soutenus en Wallonie par Terre-en-vue, pour 75 hectares de terres acquises. Des terres qui ne seront jamais vendues, tel que stipulé dans les statuts de la coopérative.

Outre la coopérative, Terre-en-vue, c'est aussi une association qui reçoit des subsides pour accompagner les projets soutenus, ainsi qu'une fondation qui récolte des legs et des dons pour assurer la gestion des terres à long terme. « *Notre vision est celle d'une terre nourricière comme bien commun* », souligne Zoé Gallez. D'où l'urgence de la sauvegarder, collectivement. **C.T.**

Contact : info@terre-en-vue.be - www.terre-en-vue.be



Photos : Nature & Progrès

les cultivez ? Vous payez ! En un siècle, on a perdu 75% de la biodiversité cultivée.

La maison de la semence citoyenne lutte contre cette privatisation et cette uniformisation. « *On espère sauver un dixième de notre patrimoine légumier*, explique Philippe Delwiche, formateur bénévole. *On passe par notre réseau de jardiniers bio, car il faut que ces plantes adaptées à nos terroirs vivent dans nos potagers. Mais ça ne suffit pas. Il faut aussi les commercialiser via des artisans semenciers comme Semailles, avec qui nous collaborons.* » Tout commerce n'est pas mauvais, mais il faut séparer le bon grain de l'ivraie. **C.D.**

Contact : 081 30 36 90 - www.natpro.be



Photos : CLTB

ensemble. Leur bâtiment est ouvert sur le quartier, avec une salle communautaire accessible aux associations locales. Demain, une fête s'y prépare.

Les CLTB sont victimes de leur succès et de la crise du logement : 400 familles sont sur liste d'attente. Toutes ne pourront pas construire leur nid. D'autres projets communautaires leur sont alors proposés, Certains habitant-es choisiront de s'impliquer dans des occupations précaires de bâtiments vides, comme le propose Communa², ailleurs dans la galaxie des communs du logement. **C.D.**

Contact : 02 840 61 49 - www.cltb.be



¹ « Comme un escargot », film réalisé par le Gsara, retraçant la dynamique collective et les trajectoires des habitant-es : <https://player.vimeo.com/video/112168098>
² www.communa.be